

Croissance 2020 : la France peut-elle encore tirer son épingle du jeu ?

Publié le 12 février 2020

L'année 2019 s'est soldée par une croissance du PIB français de +1,2 %, équivalente à celle de la zone euro (+1,2 %) et deux fois supérieure à celle de l'Allemagne (+0,6 %). La demande intérieure a tiré la croissance française, en particulier l'investissement des entreprises qui a progressé de +4,2 % en 2019 après +3,9 % en 2018 tandis que le secteur industriel a mieux résisté qu'en Allemagne, et que le bâtiment et les travaux publics ont continué de croître.

Le chiffre de croissance française pour le 4ème trimestre 2019, à -0,1 % au lieu de +0,3 % attendu, a surpris ; à ce stade, il s'expliquerait principalement par des effets temporaires (normes automobiles, grèves, températures clémentes), qui auraient décalé l'activité aux trimestres à venir sans en modifier la dynamique.

Sous cette hypothèse, en 2020, la croissance du PIB ralentirait légèrement (+1,1% selon la Commission européenne). La demande intérieure demeurerait soutenue tandis que le déficit extérieur persisterait :

- après avoir augmenté de +1,9 % en 2019, le pouvoir d'achat des Français enregistrerait une hausse de +1,3 % en 2020 (prévision de la Banque de France publiée en décembre). Ces hausses successives s'expliquent non seulement par la politique du gouvernement mais aussi par les créations d'emploi et les hausses de salaires par les entreprises (+2,1 % en 2019, soit +1 % corrigé de l'inflation, après déjà +1,9 % en 2018). **Selon les économistes, ces gains de pouvoir d'achat pourraient se traduire en 2020 par une accélération de la consommation des ménages, même s'ils ont plutôt eu tendance à être épargnés jusqu'à présent,**
- **l'investissement des entreprises continuerait de croître, mais moins qu'en 2018 et 2019, dans un contexte d'affaiblissement des marges.** Les créations d'emploi ralentiraient, d'un rythme de +250 000/an pour 2019 à +153 000/an pour 2020 et +80 000/an pour 2021. Au total, le secteur privé a créé quasiment 1 million d'emplois depuis fin 2014,
- **le commerce extérieur demeurerait le talon d'Achille de l'économie française** : même si la demande extérieure adressée à la France se redresserait légèrement au premier semestre 2020, la progression des exportations serait contenue comparativement aux importations.

Au-delà de ces aspects conjoncturels, des difficultés structurelles persistent (faible compétitivité, déficit de compétences, rigidité du marché du travail, endettement public) et contraignent la croissance potentielle. A +1,1 % la France retombe sur un rythme de croissance molle. Il faut espérer que les réformes engagées depuis 2017 (réforme du marché du travail, de l'assurance chômage, de l'apprentissage et de la formation professionnelle, loi PACTE, etc.) permettent de pallier lesdites difficultés pour ainsi relever la croissance potentielle.